

ANNEXE

Déclarations canadiennes à la Conférence de Stockholm

Voici un recueil des déclarations importantes faites par les membres de la délégation canadienne à la Conférence de Stockholm. Ces exposés traduisent la position du Canada en ce qui a trait aux différentes questions à l'étude.

Intervention canadienne du 25 janvier 1984 sur la vérification

« Monsieur le Président, il est difficile de contester que la question des armes conventionnelles en Europe ne peut être abordée qu'en partant de la prémisse que si l'on veut réduire le risque de conflit, il faut réaliser entre les deux alliances militaires un équilibre des forces plus stable au niveau le plus bas possible. La tendance va malheureusement dans la direction opposée, soit celle de l'accroissement et non de la réduction des forces. Le problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est de savoir comment donner aux États l'assurance qu'il leur est possible de préserver leur sécurité sans porter leur potentiel militaire à un niveau encore plus dangereux, particulièrement en Europe centrale. Je pense qu'il faut chercher la clé de ce problème angoissant dans les intentions politiques des gouvernements et, surtout, dans le degré de franchise et de transparence avec lequel ils font connaître leurs intentions. Nous avons besoin de mécanismes propres à instaurer une plus grande transparence dans les affaires militaires des États participants, de telle façon que leurs intentions politiques deviennent plus facilement discernables et prêtent moins à des erreurs d'interprétation.

Ayant à l'esprit ce souci fondamental, ma délégation s'est jointe le 24 janvier à un groupe d'amis pour déposer un ensemble de mesures de confiance et de sécurité mutuellement complémentaires, expressément conçues dans le but de réduire le risque d'une attaque surprise, de diminuer le danger d'un conflit armé en Europe résultant d'un

malentendu ou d'une erreur de calcul, et de prohiber l'emploi de la force comme outil d'intimidation politique. En d'autres termes, notre proposition vise à rehausser le sentiment de sécurité jusqu'à un niveau où la réduction tangible des armements deviendrait une option politique viable pour les États concernés.

Les propositions que nous avons coparrainées sont conformes au mandat dont tous les États participants sont convenus à Madrid, à savoir la négociation de mesures qui soient militairement significatives, applicables de l'Atlantique à l'Oural, politiquement contraignantes et assorties de formes adéquates de vérification. Prises ensemble, cet ensemble de mesures interdépendantes, pourvu qu'elles soient acceptées et exécutées de bonne foi, représenterait un grand pas vers la création d'une situation nouvelle, à partir de laquelle nous pourrions tous approcher le problème de la réduction effective des armements avec un bon espoir de réussite. Le Canada considère qu'il est urgent de relever ce défi.

Le Canada estime que l'inscription de mesures de confiance dans l'Acte final a marqué le début d'une phase nouvelle et ambitieuse. Mais nous avons appris également, au bout de quelque neuf années d'expérience, que ces mesures n'ont pas suffi à confirmer les intentions de certains gouvernements. L'impossibilité de vérifier si les États signataires observent ou non ces mesures amène chacun à s'interroger sur les motifs de l'autre et met en lumière le principal vice du régime des MCS établi par l'Acte final, à savoir qu'elles ne sont ni contraignantes ni vérifiables.

En se fondant sur cette expérience, il devient manifeste que si les MCS doivent devenir significatives, il faut les rendre obligatoires; elles doivent devenir vérifiables par l'adoption de dispositions garantissant que chaque État participant au système autorisera les vérifications nécessaires pour lever tout doute quant à leur observation.

Le mandat spécifique qui a été donné à la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe est destiné justement à surmonter ces lacunes. Nous avons convenu à Madrid d'un mandat qui met entre nos mains une boussole très précise pour calculer notre cap; si nous tenons celui-ci fidèlement, il nous



Vue d'ensemble des délégués à la Conférence de Stockholm lors d'une session du groupe de travail. Les membres de la délégation canadienne sont à l'extrême gauche.

Reportagebild